

Référendum 29 mai

REORIENTONS L'EUROPE



Gilles Croguennec
secrétaire section
du Havre

Depuis maintenant plusieurs mois, les communistes ne comptent pas leurs efforts pour, avec d'autres, construire un NON majoritaire au Traité Constitutionnel en France.

Les discussions que nous avons avec la population, dans les quartiers, devant les bureaux de poste, les écoles ou les entreprises, confirment l'existence d'un profond mécontentement et d'une réelle envie de changements.

Le vécu des gens, le chômage, la précarité, l'incertitude liée aux délocalisations et aux reculs sociaux, l'augmentation des prix rendent urgent le nécessaire débat autour de propositions de progrès pour la France dans une autre Europe.

En cela, le vote NON devient la chance, le passage obligé d'une autre société.

- Permettant la construction d'un espace européen fait de partages, de coopérations, démocratique.

- Décidant la primauté humaine, plaçant les salariés au cœur des décisions qui les concernent.

- Offensif en créant un SMIC européen et une sécurité emploi formation.

- Décrétant la santé comme droit autrement que simplement comptable.

Tout cela comme exemple, de propositions tirant les conditions sociales vers le haut. A l'opposé du règne de la concurrence libre et non faussée qu'on veut nous vendre en nous obligeant à choisir le OUI.

Quand le monde maritime est en colère

avec le Bolkestein des mer (RIF) lorsque la réparation navale havraise est sacrifiée au profit des ordres de Bruxelles et que des dizaines de milliers d'emplois sont menacés de délocalisation.

La Seine Maritime peut contribuer en faisant part fort à faire gagner le NON

Préservant les services publics de la spirale sans fond du " moins disans social" profitable aux seuls actionnaires.

Loin d'être isolée dans la perspective d'un NON, la France donne espoir aux peuples d'Europe offrant une autre dimension à notre combat, quant le camp du OUI use de comparaisons les plus ignobles.

A un mois du vote, l'heure est à gagner, un à une, les voix de ceux qui doutent, à partir de leur vie de tous les jours et des véritables enjeux.

C'est ce travail de fourmis, plein d'arguments précis sur le projet qu'il nous faut accentuer.

Continuons à mobiliser largement pour faire de ce NON qui, loin de "casser la gauche" sera l'amorce d'autres choix le 30 mai, prenant en compte les enseignements passés : aptes à rassembler pour que, demain, la droite soit battue, pour la mise en œuvre d'une politique réellement transformatrice de gauche.

Le scrutin du 29 mai en est la 1ère phase. Cela pèsera. Notre effort comptera.

avril 2005

1° 6

Projets

analyse

Marche

Initiatives

Communistes

1 Seine-Maritime

1 lettre

information

des communistes

de la Seine-Maritime

est éditée par

la fédération

du Parti

communiste

français

Parti communiste français

Pour construire l'Europe meeting régional le 16 mai



Lundi 16 mai 19h30
parc Expo de Rouen
organisé par les collectifs unitaires pour le NON de seine-Maritime et de l'Eure

Daniel Paul Député, Parti Communiste Français
Olivier Besancenot LCR
José Bové Ancien porte parole Confédération Paysanne
Sylvain Brière Syndicaliste, cheminot
Annick Coupé Syndicaliste Sud PTT
Gérard Filoche Socialiste, inspecteur du travail

Jean-Paul Hébert Les Alternatifs, **Jean-Luc Mélenchon**, sénateur socialiste
Jacques Nikonoff, Président d'ATTAC, **Yves Salesses**, Président de la Fondation Copernic, **Claire Villiers**, Alternative citoyenne, vice présidente du Conseil Régional d'Île de France

fédération du parti communiste de seine-maritime

**8 MAI BANQUET RÉPUBLICAIN
POUR UNE EUROPE DE PAIX
CANTELEU SALLE JEAN HANNIER
QUAI GUSTAVE FLAUBERT
AVEC LA PARTICIPATION DE
ROLAND LEROY ET ANDRÉ DUROMÉA**
continuez à vous inscrire pour ce banquet républicain au
02 35 07 89 80



Vote par procuration

Parce que chaque bulletin "NON" va compter !

Si vous ne pouvez voter le 29 mai ou si vous connaissez quelqu'un dans ce cas, pensez à la procuration de vote.

Le choix de la date du 29 mai par le président de la république ne relève pas du hasard. La droite craint une victoire du "NON" L'enjeu du scrutin est de taille et chaque voix va compter ce-jour-là.

Alors le 29 mai, pas d'abstention et pour ceux qui ne seraient pas là ce jour-la, une solution simple : **le vote par procuration**

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

REPÈRES



1ER MAI :

Nous vous appelons à rejoindre les diverses manifestations organisées par les syndicats le 1er mai

les communistes seront rassemblés derrière leurs banderoles

ROUEN : Cours Clémenceau 10h30

LE HAVRE : Cercle Franklin 9h30

HARFLEUR: Quai Bellot à partir de 10h30

EU/LE TRÉPORT: le Forum/le Tréport à 11h00

ELBEUF: place de la mairie 10h00

DIEPPE: Place Louis Vitet

DUCLAIR: Mairie de Trait 11h00

et partout ailleurs la souscription avec le muguet pour donner plus de moyens pour la démocratie!



Le Havre 12 avril, rencontre avec M.G. Buffet l'espoir du NON

Devant une salle Franklin pleine les interventions directes ou par vidéo interposée se sont succédées, montrant les multiples facettes du NON au traité de constitution Européenne. Des syndicalistes de la chimie, de renault sandouville, un écologiste pour le NON, un salarié de P&O, un économiste, autant de témoignages montrant que le vote NON est aussi ancré dans les luttes!

Daniel Paul : "Cette rencontre avec Marie George Buffet se situe dans cette campagne à laquelle nous avons convié à prendre la parole des citoyens, des responsables qui ne partagent sans doute pas toutes nos idées, mais qui sont, comme nous, attachés à des valeurs de justice sociale et au rejet des propositions libérales.

Les communistes sont donc pleinement dans ce mouvement ; nous contestons cette société dominée par les lois de la rentabilité financière immédiate ; nous disons que non seulement une autre Europe est possible, mais qu'elle est nécessaire pour faire face aux défis du monde, pour donner à voir et à construire ensemble, à notre peuple tout d'abord, aux peuples européens bien sûr, mais aussi aux autres peuples, autre chose que cette concurrence libre et non faussée et le recul des droits.

Et cette même logique se poursuit : ainsi, la Commission Européenne vient de demander la liste de toutes les entreprises qui ont, depuis 1991, reçu des aides publiques pour les aider à démarrer ou à surmonter une passe difficile : il leur faudrait rembourser cette aide, serait-ce au prix de leur existence même, comme cela s'est passé avec la SORENI. Cette exigence très libérale menacerait aujourd'hui 1700 entreprises dans notre pays et sans doute des dizaines de milliers de salariés, avec les conséquences sur le tissu industriel sur tous les territoires...."



Peter Avis syndicaliste anglais :

Bien sur, vous y trouverez d'élégantes phrases et de beaux sentiments, surtout dans cette charte des droits fondamentaux qui peut éblouir certaines gens. Mais cachés derrière les belles fleurs il y a les barbelés. Quels barbelés alors? Il y en a.

Pour moi-même, je ne trouve pas de plus barbelé que l'article 141 qui déclare:

*"Les états membres mettent à la disposition de l'Union, pour la mise en oeuvre pour la politique de sécurité et de défense commune, des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le conseil"
Et, plus loin, "Les états membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires"*

cette campagne pour le NON a le soutien d'un grand nombre de syndicalistes anglais

Notre NON doit être positif et solidaire avec les démunis de tous les pays. et toute constitution qui en vaut la peine devrait traduire ce sentiment.

LES PROPOSITIONS QUE LES COMMUNISTES SOUMETTENT AU DEBAT

Le service public hospitalier est menacé. Le gouvernement met en place sa privatisation : restriction des budgets par la réforme de la Sécurité sociale, fermeture de petits hôpitaux - maternités en priorité - manque des personnels toute catégorie, une pénurie organisée, manque de lits de médecine de longs séjours, de psychiatrie, dégradation des conditions de travail, personnel en grande souffrance, fuite des soignants, services d'urgence saturés...

Les hôpitaux doivent désormais fonctionner comme des entreprises et les soins sont des aspects économiques. Notre système de santé, considéré comme l'un des meilleurs du monde, est en train d'être détruit. Il ne faut pas laisser les politiques actuelles fermer nos hôpitaux publics et casser les statuts de la fonction publique.



Nicole TERRIER
Responsable syndicale au CHU
de Rouen

Francis COUREL
conseiller général
vers gauche
à l'Eure



Des européens convaincus, nous le sommes tous. Evidemment. Mais l'Europe que l'on nous propose dans cette Constitution n'a aucun rapport avec cette Europe chaleureuse, cette Europe des solidarités, de la fraternité que nous souhaitons...

La France est le pays de la Révolution, le pays des droits de l'Homme, de 1936, de mai 68. Et j'espère que ce sera le pays du " non " au référendum en 2005, car il va déboucher sur d'autres perspectives politiques nationales et européennes.

Profitons-en pour organiser une clarification idéologique dans le camp de la gauche, pour remettre sur la table une autre construction européenne. Chacun a 2007 en tête, la Présidence de la République et l'éventuelle alternance... l'alternance est possible mais moi je veux qu'avec un " non " au référendum l'alternance construise une alternative.

L'article II-96 mérite d'être cité : " l'Union reconnaît et respecte l'accès au service d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément à la Constitution ...". C'est l'article cité par ceux qui prétendent que ce projet va sauver les services publics. Il faut d'abord noter que le terme " service public " n'est pas utilisé. Il est remplacé par le terme de " service d'intérêt économique général ", soi-disant l'équivalent en langage européen de "service publi ".

La constitution ne donne aucune définition de ce " service d'intérêt économique général ". Il faut aller la chercher dans les documents de la commission. Elle est éloquente, dans le Livre Blanc : " les termes " service d'intérêt général " et " service d'intérêt économique général " ne doivent pas être confondus avec l'expression " service public " !



Jean-Michel GAVEAU
Administrateur de France Télécom

JEUDI 26 MAI

EVREUX, SALLE DU CADRAN

DÉBAT-TÉMOIGNAGES RÉGIONAL

avec la participation de Patick Le HYARIC

DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

S'inscrivant dans la campagne pour le NON, la section de Dieppe du PCF organise son banquet annuel "Citoyen et Républicain" avec la participation de Jean-Philippe Pacary et son orchestre

le 4 mai 19h30 salle Paul Eluard Dieppe

inscriptions et règlements: 22/26 rue de l'Oranger Dieppe
tel : 02 35 84 10 77 les mardis de 10h/12h vendredis 15h/17

Idées et propositions pour **L'EUROPE DES PEUPLES**



Marie-George Buffet
Secrétaire Nationale
PCF

On est en train de vivre quelque chose de particulièrement important(...) Des hommes et des femmes de gauche sont en train de se rassembler pour dire " non " aux politiques libérales, et " oui " à une autre Europe, " oui " à un autre avenir, à d'autres possibles.

Le clan du " oui " utilise tous les arguments - et ils vont encore nous en sortir des pas mal. Malgré tout cela, porté par des forces considérables, par les médias, nous sommes en train de leur dire " non "(...)

On nous dit "il est urgent de mettre fin au traité de Nice, qui est vraiment abominable ". Mais ce sont les mêmes qui ont applaudi ce traité de Nice, il y a quelques temps, en nous expliquant qu'il allait enfin permettre de construire l'Europe sociale. Les mêmes nous disent que " la partie III, c'est pas grave... c'est l'accumulation de tous les traités ". En fait ce qu'ils ne veulent pas nous dire c'est que la partie III inscrit la logique de la concurrence libre et non faussée et la liberté des capitaux, comme objectif premier de la construction européenne. On a pourtant vu à quel point cela provoquait de gâchis humains, sociaux, et là, ils veulent nous l'inscrire pour des décennies et des décennies(...)

Quelles sont les grandes avancées démocratiques que l'on nous présente ? Plus de droits au parlement européen ? Mais il ne peut pas présenter une loi, il ne peut pas s'occuper du budget de l'Union européenne. Et les décisions qu'il prend doivent être en conformité avec les objectifs de la Constitution. Le référendum d'initiative populaire ? (...) Il faut 1 million de signatures, dans un certain nombre de pays - mais on ne sait pas encore combien - il faut que la commission estime que la requête est conforme aux objectifs du traité constitutionnel pour qu'enfin on daigne examiner l'objet de notre pétition. De qui se moque-t-on ? De véritables avancées démocratiques, ce serait des pouvoirs au parlement européen, sur la Banque centrale européenne par exemple, pour réorienter ses choix en faveur de l'emploi et de la formation. Ce serait permettre aux parlements nationaux de discuter des orientations européennes, de mandater les gouvernements lors des Conseils d'Etats, de faire en sorte que les peuples ne soient pas dessaisis des décisions(...)

La " charte des droits fondamentaux est à minima, bien en dessous de la Constitution française. Mais surtout, cette charte n'ouvre aucune compétence nouvelle à l'Union européenne. En aucun cas cette charte n'est contraignante. Et les Etats pourront continuer à refuser des droits qui sont inscrits dans

cette charte. En fait d'avancés, on est train d'essayer de nous faire accepter d'inscrire ces politiques économiques libérales dans le marbre constitutionnel, pour qu'ensuite nous ne puissions plus, par les luttes ou par le vote, en changer(...)

Un débat extrêmement important traverse aujourd'hui la gauche. L'heure est-elle à accepter le compromis, et que s'abattent sur les peuples les choix libéraux, la logique capitaliste, ou est-elle à résister face à cette offensive libérale et à construire autre chose, qui réponde vraiment aux attentes.

On nous dit que ce débat risque de mettre la gauche en échec en 2007. C'est au contraire un point d'appui formidable pour rassembler à gauche. Et faire que, demain, la gauche soit porteuse d'un programme qui rassemble les hommes et les femmes de ce pays, qui fasse que l'on batte la droite durablement et, surtout, qu'on réponde durablement aux aspirations des Françaises et des Français(...)

J'entends parfois que le non provoquerait un nouveau 21 avril ? Mais qu'est-ce qui a provoqué le 21 avril 2002 ? Le fait que la gauche, même si elle a fait du travail, n'a pas profondément changé la vie des gens, n'a pas profondément répondu aux questions de l'emploi, des salaires.

Comment la gauche pourra-t-elle déployer une politique qui soit vraiment à gauche si elle se met un boulet au pied. Un seul exemple : toutes les forces de gauche se sont engagées à redonner le statut d'entreprise publique à EDF-GDF. Mais si le projet de traité passe, le moindre fournisseur privé d'énergie ira devant la cour européenne de justice et montrera que c'est contraire au traité constitutionnel. Il faut donc que la gauche se rassemble sur le " non " et c'est ce qui est en train de se faire(...)

Beaucoup se demandent : qu'est-ce qu'on fait après le 29 mai. Parce que l'espoir est revenu.

Je vous appelle dans chaque commune à réunir l'ensemble des femmes et des hommes de gauche, quel qu'ait été leur hésitation par rapport au référendum, et leur positionnement. Même ceux qui ont voté oui en pensant qu'il n'y avait rien d'autre à faire, et qui se remettront peut-être, eux-aussi, à espérer si le " non " l'emporte. Commençons à travailler ensemble sur le contenu d'un autre traité.

A partir de cette formidable dynamique que peut créer la victoire du non, je vous appelle à nous mettre au travail sur la politique que la gauche va mettre en œuvre, débarrassée de cette contrainte de l'Europe libérale. C'est un moment qui peut être historique.

Bâtisseurs de L'EUROPE DES PEUPLES

Le Havre: le Débat, suite

Dans les 448 articles de la Constitution européenne les mots " fraternité ", " laïcité " n'apparaissent jamais et " service public " une fois. Par contre " banque " 186 fois...Ce qui plaît au MEDEF c'est qu'elle ne parle pas non plus de salaire minimum, d'allocation chômage, de revenu minimum. Par contre elle reconnaît le " droit de travailler " et non " le droit au travail ".

Une de ses priorités est la lutte contre l'inflation, car cela gêne les " boursicoteurs ", et non la lutte contre le chômage.

Le président BUSH, en appelant les Français à voter " oui ", nous donne une raison supplémentaire à voter " non ".

Je ferais tout, avec d'autres copains du PS, avec le parti communiste, avec vous tous, pour que le 29 mai le " non " l'emporte, car j'ai toujours un morceau de chiffon rouge accroché à mon cœur.

Philippe BELLONCLE
Conseiller municipal socialiste de Notre-Dame de Gravenchon
Ancien secrétaire d'un CE de la pétrochimie



Jean-Paul LAINE
Professeur
d'Université
Responsable
syndical

Cette soirée nous donne du punch pour arracher un " non " qui serait un bon levier pour poursuivre les luttes.

Les règles instaurées serait l'unanimité pour sortir de ce sillon néo-libéral et une majorité simple par contre pour accélérer dans un capitalisme encore plus débridé.

Sur l'éducation, l'union européenne n'est censée mener qu'une action de complément. Les ambitions sont d'ailleurs particulièrement basses. On ne trouve que la " mobilité des élèves et des enseignants ", " l'enseignement à distance ", " le droit à l'éducation " sans autre précision, et la gratuité, mais seulement pendant la durée de la scolarité obligatoire, donc dans de nombreux pays jusqu'à 14 ans.

Sur la recherche, le volontarisme est plus grand. Mais il est ciblé sur quoi ? La recherche n'est vue que sous l'angle du bénéfice industriel et surtout marchand. Qu'en est-il de la recherche fondamentale, de la production et de la création des savoirs ?

les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les

La quinzaine des forums débats

LE HAVRE

mardi 3 mai :
réunion publique .
salle Barets

BLANGY

mardi 3 mai
réunion publique

YVETOT

lundi 9 mai : réunion
publique avec Christian
Cuvilliez.

HAUTOT SUR MER

mardi 10 mai : réunion
publique avec Christian
Cuvilliez.

ARQUES LA BATAILLE

mercredi 11 mai : réunion
publique.

ST ROMAIN DE COLBOSC

jeudi 12 mai :réunion
publique.

LE HAVRE

jeudi 12 mai :réunion de
quartier Bléville avec
Nathalie Nail.

mardi 17 mai :réunion de
quartier salle Béreult

mercredi 18 mai :réunion de
quartier Brindeau avec J.L.
Jegaden.

BARENTIN

vendredi 13 mai :réunion
publique.

FECAMP

vendredi 13 mai :
réunion publique avec
Christian Cuvilliez.

18 mai : réunion publique
quartier Ramponneau

20 mai : réunion salle de
l'Union

ELBEUF

mardi 17 mai :réunion
publique avec Christian
Cuvilliez.

CLEON

jeudi 19 mai :réunion
publique .

ST PIERRE LES ELBEUF

24 mai : réunion publique

EVREUX

jeudi 26 mai :rmeeting
régional salle du 'cadran'

Le texte intégral de la constitution est
publié par l'huma avec un décriptage
des principaux articles
prix au numero: 3€, au siege de la fédé-
ration

Un récent rapport remis au gouvernement pointait la progression de la pauvreté en France, avec plus de un million d'enfants pauvres en France ! combattre l'exclusion est indispensable, pas en 2020 mais maintenant et ici !

Patrice Dupray maire communiste de Grand-Couronne, a récemment pris des arrêtés contre les coupures d'eau et d'électricité.

EXCLUSIONS, PAUVRETÉ, DIGNITÉ



Patrice Dupray, maire de Grand-Couronne

L'Avenir : Vous êtes maire de Grand-Couronne et vous venez de prendre des arrêtés interdisant les coupures d'eau et d'électricité, cela correspond à une préoccupation de vos concitoyens ?

P. DUPRAY : Oui tout à fait cependant, je pense qu'au-delà des préoccupations de mes concitoyens,

cela correspond aux préoccupations de toutes les personnes démunies. Aujourd'hui, il y a en France 215 000 coupures d'électricité et 17000 coupures d'eau chaque année. Les familles en difficultés n'arrivent plus à s'en sortir dans un contexte où la droite libérale au pouvoir n'arrive pas à lutter contre le chômage et la montée de la précarité. Quant au nombre d'allocataires du RMI, il bat aujourd'hui des records !

Je pense donc que la décision d'interdire les coupures permettra aux plus démunis de vivre dans des conditions plus décentes sans les priver de deux éléments essentiels à la vie que sont l'eau et l'électricité.

L'Avenir: Daniel Paul, et le groupe communiste à l'assemblée, ont déposé une loi pour faire reconnaître l'existence de droits inaliénables, logement, énergie etc., quelles convergences existent, ou pourraient être mises en oeuvre pour que vous puissiez obtenir satis-

faction ?

P. DUPRAY :

Ces arrêtés relèvent de la même logique que celle du groupe communiste à l'Assemblée Nationale.

Le but étant par tous les moyens d'aboutir à une plus grande justice sociale. Je pense qu'il est nécessaire qu'aujourd'hui tous les élus se mobilisent pour faire front au gouvernement afin d'imposer enfin le droit de vivre dans la dignité.

Je pense qu'il est essentiel qu'aujourd'hui une loi reconnaisse l'eau et l'électricité comme des éléments indispensables à la vie en bannissant les pratiques archaïques que sont les coupures d'eau et d'électricité.

Dans d'autres départements, région parisienne, nord, des élus ont agi de la même manière, par des arrêtés. Comment aller plus loin maintenant, pour qu'une vraie prise en compte de ces difficultés soit effectuée par les structures mises en place pour les "résoudre" (EDF notamment) ?

P. DUPRAY : je pense que cela se joue au niveau national, le droite parlementaire doit revenir sur sa décision de ne pas voter la loi sur le droit de vivre dans la dignité proposée par le groupe communiste.

De mon côté, je souhaite mettre en place un véritable partenariat privilégié avec l'entreprise EDF afin de prévenir au mieux les coupures et éviter le recours systématique à ce type de pratique sur la commune de Grand Couronne. Un travail en amont doit être fait pour éviter ces pratiques inhumaines.

Une biographie du poète chilien

Par Jean Marcenac et Paul Couffon

La vie et l'oeuvre de Pabo Neruda indissociables

Jean Marcenac et Paul Couffon publient, dans cette très intéressante collection des "poètes d'aujourd'hui" de Pierre Seghers, cette biographie de Pablo Neruda liant la vie littéraire de ce géant qu'est Néruda et l'oeuvre proprement dite.

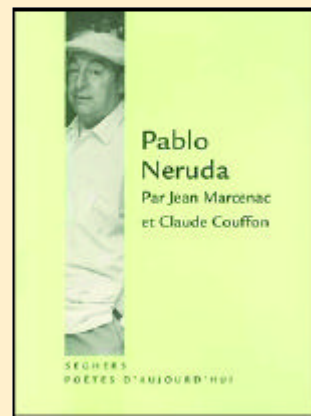
Pablo Néruda s'est identifié au monde du travail et aux exploités. Sa poésie s'est constituée autour d'un dur labeur et ses vers sont libres, libérés de toutes conventions. Ce sont des poèmes fleuves.

" Je viens d'une obscure province, d'un pays séparé de tous les autres par la géographie abrupte. J'ai été le plus abandonné des poètes et ma poésie a été régionale, douloureuse et pluvieuse. Mais j'ai toujours gardé confiance en l'homme. Je n'est pas perdu l'espoir. C'est pourquoi je suis arrivé jusqu'ici avec ma poésie, et aussi mon drapeau"

Ainsi s'exprima Pablo Néruda en conclusion de son discours prononcé lors de la remise du prix nobel de littérature, en 1971, discours qu'il acheva ainsi : *"Ainsi la poésie n'aura pas chanté en vain"*

La vie et l'oeuvre du poète se nourrissent l'une l'autre, léguant à sa patrie, au monde, un patrimoine original, singulier, profondément ancré dans sa terre et pourtant universel, d'une inépuisable richesse que nous continuons à explorer.

collection poètes d'aujourd'hui Editions Seghers N° isbn:2232122484



Département/démocratie

Après la publication du règlement préparé par J. Barrot, commissaire Européen, relatif aux services publics de transports de voyageurs, un règlement qui oblige à ouvrir la moitié des lignes de bus, dans certaines conditions et à terme leurs totalité ! Patrice Dupray, vice-président du conseil régional chargé des transports a réagi à cette publication, la totalité de sa déclaration étant sur le site des élus pcf 76

La publication de ce texte vient illustrer concrètement ce qu'est « une économie sociale de marché » où « la concurrence est libre et non faussée ». L'ancien président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a raté son coup, dynamitant au passage la stratégie du gouvernement et du Président de la République qui visait à présenter la directive BOLKESTEIN comme un accident de l'histoire, voire comme l'initiative personnelle d'un libéral un peu trop zélé. Le contenu du règlement Barrot confirme, à sa manière, l'orientation libérale qui préside à la construction européenne.

On voit bien là, les nouvelles menaces qui pèsent sur nos services publics.

La conclusion à tirer de cette expérience est bien que la clé pour empêcher une nouvelle étape vers cette fuite en avant ultra-libérale est de voter résolument NON au projet de constitution le 29 mai prochain

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur le sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ Sans-papiers

Le Havre : Daniel Paul s'en était fait l'écho lors du meeting Havrais le 12 avril dernier, un important soutien a été apporté aux sans-papiers arrêtés le 11 avril.

■ Aérazzur

Caudebec-les-Elbeuf : Les revendications salariales sont toujours d'actualité: manifestation devant le siège du groupe à Issy-les-Moulineaux

■ SIDEL

Le Havre: Le plan social retoqué ! la persévérance a payé pour les salariés de la Sidel qui dénoncent depuis des semaines le plan de licenciement prévu par le groupe Sidel (570 suppressions d'emplois dont 183 sur l'établissement du Havre). Ce plan vient d'être annulé par la justice. 183

■ Endel-Suez

Petit-quevilly: Les revendications salariales sont là aussi mises en avant par les salariés, le 21 avril, sur la dizaine de chantiers de Seine-Maritime, les syndicats de Endel-Suez (ex-lozai notamment) appellent à la mobilisation pour de meilleurs salaires;

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur: www.pcf76.fr



N° 6

Daté du 25/04/2005

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

CPPA :numéro en cours d'attribution